

Conseil Régional de Haute-Normandie
Séance plénière du 16 mai 2011
Intervention de Jean-Luc LECOMTE
pour le groupe Front de Gauche : Parti Communiste Français-
Gauche Unitaire-Parti de Gauche

Monsieur le Président, chers collègues,

Le 16 mai 1871, La Commune met à bas un symbole de barbarie, la statue de Napoléon, place Vendôme.

140 ans plus tard, la Commune de Paris est toujours présente dans nos mémoires et dans nos cœurs.

La lutte pour une meilleure justice sociale est en effet toujours de pleine actualité.

Les actionnaires des entreprises du CAC 40 se partagent 40 milliards d'euros de dividendes, selon le Figaro.

La bande du Fouquet's continue à enrichir les plus riches.

Le monde du travail est victime du chômage et 50 000 Hauts-Normands sont au chômage depuis plus d'un an, l'équivalent de la population de la ville d'Évreux.

Mais que sont devenues les promesses du candidat de l'emploi de 2007 ?

Les actions se multiplient autour de la question des salaires qui souvent ne permettent pas de vivre.

Mais que sont devenues les promesses du candidat du pouvoir d'achat de 2007 ?

Au lendemain du 1^{er} mai, une nouvelle catastrophe sociale, après Gardy, Cooper, Sealyx.. s'abattait sur notre région.

La mise en vente de l'usine M-Real d'Alizay était annoncée par la direction, mettant en péril 330 emplois alors qu'un plan social frappe déjà 75 salariés du site.

Monsieur le Ministre, je vous accuse de mensonge et de trahison.

Après avoir menti aux salariés de Glaxo à Évreux et les avoir trahis, vous avez menti aux salariés de M-Real en vous présentant comme unique défenseur de leur emploi sur les marches de la mairie d'Ymare.

Vous les avez trahis, eux qui n'ont eu de cesse de vous solliciter et de solliciter le gouvernement auquel vous appartenez pour qu'un soutien soit apporté aux propositions industrielles novatrices qu'ils ont

élaborées avec le collectif pour le maintien l'emploi créé à l'initiative du Maire d'Alizay.

Monsieur le Président, je sais pouvoir compter sur votre engagement aux côtés des salariés de M-Real et je vous abjure, au nom du groupe, de ne montrer aucune timidité ou attentisme dans l'action résolue qu'il convient de mener ensemble pour assurer la pérennité du site et des centaines d'emplois aujourd'hui menacés.

Si la reprise de la production de la pâte à papier, dont le cours a plus que doublé depuis septembre 2009, assurerait la rentabilité du site, elle assurerait également notre indépendance nationale en la matière.

Rappelons également que l'importation de pâte à papier engendre des ballets de camions entre les lieux de production et la papeterie.

Notre pays et notre Région en particulier possède de nombreux massifs forestiers qu'il convient de valoriser.

Le bois ne peut être destiné uniquement à être brûlé.

La production de pâte à papier mais aussi la production de biocarburants, de ouate de cellulose et de produits de substitution

aux plastiques doivent être développées comme le désencrage et la production de palettes de bois.

Nous voyons ici que l'on ne peut parler d'emplois nouveaux en acceptant la casse des emplois industriels existants.

Comme le montre très clairement le rapport du CESER, nous assistons plus à une évolution des métiers qu'à l'apparition de nouveaux métiers.

Les papetiers de M-Real sont bien les plus à même, de par l'expérience acquise, de réaliser, après une formation, les produits nouveaux issus du bois et répondant à des exigences écologiques majeures.

Nous nous félicitons de la place nouvelle prise par la filière bois-papier dans le CRDE car cette filière représente un enjeu économique de premier ordre pour notre région.

Aussi, nous vous proposons que la région joue un rôle moteur dans la recherche d'un repreneur, porteur d'un véritable projet industriel et assurant le maintien voire le développement de l'emploi sur le site.

L'Etat doit prendre toutes ses responsabilités dans le montage économique propre à assurer la pérennité du site d'Alizay mais la Région peut et doit se mobiliser aux côtés des salariés pour que le gouvernement honore ses engagements.

L'intervention propre de la Région et l'action auprès des pouvoirs publics pour sauver le pôle papetier d'Alizay seront une mise en œuvre passionnante d'un CRDE qui ne saurait être un document technocratique coupé des réalités économiques régionales.

Le CPRDFP est également un document en étroite cohérence avec les réalités économiques et les besoins régionaux de formation.

Nous aurons l'occasion au cours de la séance de dire notre accord avec le CPRDF présenté et de faire part de nos propositions.

Notre groupe souhaiterait vous alerter, Monsieur le Président, Madame la Première Vice-Présidente sur les appels d'offre de formation dans le cadre du Contrat d' Accès à la Qualification (CAQ) qui ne permettent pas aux différentes associations et aux GRETA, malgré les efforts réalisés, notamment en termes de mutualisation, de répondre au prix attendu.

Des négociations avec les candidats, prévues par la loi, permettraient à la Région de préciser le niveau de qualité exigé et aux candidats de faire de nouvelles propositions en retour.

Avec un CRDE offensif et un CPRDF adapté aux besoins, nous disposons désormais d'outils utiles pour faire face aux enjeux régionaux dans un contexte difficile où les banques et les actionnaires dominant sans vergogne et avec la complicité du gouvernement de droite une économie dont les services publics, le tissu de petites et moyennes entreprises et les femmes et les hommes salariés ou aspirant à l'être sont les véritables atouts et la véritable richesse.